

L'affinité politique et l'aide multilatérale : Une étude relativisant l'affinité politique des États récipiendaires des prêts de la Banque mondiale avec les États-Unis

Dimitri Thériault¹

Mars 2018

Introduction

Avec des engagements qui ont atteint un peu plus de 60 milliards de dollars américains pour la seule année 2015, la Banque mondiale est sans aucun doute un acteur incontournable de l'aide au développement. En revanche, à mainte reprise la neutralité de cette institution internationale et sa principale mission, soit la réduction de la pauvreté et le développement économique, furent remises en question par des allégations d'ingérence politique dans l'allocation de ses prêts. Ces allégations touchent plusieurs États, mais plus particulièrement les États-Unis. Par exemple, les États-Unis auraient encouragé un prêt d'une valeur de 114,3 millions de dollars à la Chine en échange d'un appui ou d'une abstention pour la résolution 678 du Conseil de sécurité des Nations unies autorisant le déploiement de forces armées contre l'Irak lors de la première guerre du Golfe en 1991 (Eldar, 2008).

D'après les recherches scientifiques, la Banque aurait bel et bien servi les intérêts des États-Unis (Fleck & Kilby, 2006), mais l'influence américaine sur cette institution aurait diminué après la guerre froide (Morrison, 2011; Dreher & Sturm, 2012). Ce sujet mérite toutefois d'être réétudié pour deux principales raisons. D'abord, nous ne savons pas si l'influence des États-Unis sur la Banque mondiale et sur les États récipiendaires des prêts est efficace, car peu d'études l'ont relativisée en tenant compte de l'influence d'autres États. Il serait en effet difficile de conclure que l'influence américaine est efficace si par exemple les États qui reçoivent de plus gros montants de prêts votent

¹ Dimitri Thériault, Étudiant à la maîtrise en études internationales à l'Université Laval, note préparée sous la supervision du professeur Érick Duchesne. dimitri.theriault.1@ulaval.ca

plus souvent comme la Russie à l'Assemblée générale des Nations unies. Ensuite, il est possible qu'à la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001, les États-Unis se soient ingérés dans les affaires de la Banque mondiale aussi fortement que lors de la guerre froide (Morrison, 2011). Effectivement, après ces attentats la Maison-Blanche a augmenté le budget de l'aide bilatérale américaine, tout en l'alignant plus directement à leurs objectifs de sécurité (Lancaster, 2007; Tarnoff & Lawson, 2016). La Banque mondiale a donc pu retrouver un attrait particulier comme courroie de la poursuite de l'intérêt national du gouvernement américain. Tout compte fait, la présente recherche comble un vide dans la littérature scientifique et apporte un nouvel éclairage sur la Banque mondiale et l'affinité politique des États récipiendaires de ses prêts.

Méthodologie

Pour relativiser l'influence américaine et déterminer si les attentats terroristes du 11 septembre 2001 eurent un impact sur l'allocation des prêts de la Banque mondiale, il est nécessaire de construire un modèle économétrique et de le tester. Si l'influence des États-Unis sur la Banque et les États récipiendaires des prêts est efficace, les indicateurs des variables reflétant les intérêts américains devraient être significatifs alors que ceux représentant les intérêts d'un État qui est opposé aux États-Unis, pour notre recherche la Russie, ne devraient pas l'être. De surcroît, en

testant notre modèle économétrique selon les périodes de la guerre froide, post-guerre froide et post-11 septembre, les résultats obtenus permettront de relever les changements dans l'allocation des prêts de la Banque.

Le modèle économétrique est construit à l'aide de différents indicateurs susceptibles d'avoir un effet sur l'allocation des prêts de la Banque. La variable dépendante est le montant par habitant des décaissements bruts provenant de l'AID et de la BIRD² en dollar américain courant reçus par l'État i au temps t^3 . Pour leur part, les variables indépendantes sont des

² L'AID et la BIRD sont les deux principales institutions de la Banque mondiale qui s'occupent des prêts envers les États.

³ Uniquement les États ayant reçu des prêts sont considérés.

indicateurs qui reflètent les besoins en aide, la gouvernance, l'ouverture sur le monde, l'ampleur de l'assistance au développement reçue des États membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et des États-Unis, la présence de conflit armé (intra ou interétatique) et l'alignement avec les intérêts américains et russes. Au sujet du type de modèle choisi, nous utilisons une analyse chronologique transversale groupée avec effets fixes, associée à la technique de correction des erreurs standards de Driscoll et Kraay (1998). L'avantage de ce type de modèle est qu'il est robuste aux différentes formes d'hétéroscédasticités des erreurs standards. Finalement, nos données de panel couvrent séparément les années 1973 à 1990 (guerre froide), 1991 à 2000 (post-guerre froide) et 2001 à 2013 (post-11 septembre) et incluent 115 États au maximum.

Résultats

En ce qui a trait à la guerre froide, notre modèle révèle que s'opposer à la

politique étrangère des États-Unis diminue significativement le montant des prêts reçus. Une augmentation d'une unité de notre indicateur, représentant la distance séparant la politique étrangère de l'État récipiendaire de la politique étrangère des États-Unis, diminue le montant des prêts reçus de 28,10 %. Considérant la Russie, s'éloigner d'une unité de la politique étrangère du Kremlin augmente le montant des prêts reçus de 36,34 %⁴. Mis à part ces deux indicateurs, il n'y a que l'indicateur reflétant la gouvernance qui est statistiquement significatif. Selon notre modèle, plus un État a une gouvernance autoritaire, moins le montant des prêts qu'il reçoit est élevé.

Pour la période 1991 à 2000, s'éloigner de la politique étrangère des États-Unis a une fois de plus un effet négatif et statistiquement significatif. Toutefois, s'éloigner de la politique de la Russie a également un effet négatif et significatif⁵. Pour illustrer ces effets, s'éloigner d'une

⁴ Les indicateurs des intérêts politiques des États-Unis et de la Russie étant tous les deux significatifs au seuil de 1 %.

⁵ Idem.

unité des politiques américaines diminue le montant des prêts d'environ 28,19 % et s'éloigner d'une unité des politiques russes diminue le montant des prêts d'environ 18,45 %. Une explication plausible est que le changement du régime politique de la Russie a rapproché le Kremlin des politiques de la Maison-Blanche à un point tel que plus un récipiendaire fut près de la politique étrangère russe, plus le montant des prêts qu'il reçut fut élevé. Par ailleurs, en plus de la gouvernance, qui a le même effet que durant la guerre froide, deux autres caractéristiques ont un effet statistiquement significatif. Éprouver des conflits armés a un effet négatif et significatif sur le montant des prêts et plus le montant d'aide publique au développement que reçoit un État est élevé, plus le montant des prêts qu'il reçoit de la Banque est élevé.

Du côté des années 2001 à 2013, la Banque mondiale semble avoir délaissé plus significativement les considérations

politiques dans l'allocation de ses prêts. En effet, bien que des facteurs politiques soient significatifs, la période post-guerre froide est marquée par une allocation de prêts qui est basée sur une multitude d'aspects : le revenu par habitant (effet positif), la population (effet négatif), l'ouverture sur le monde (effet positif), la gouvernance autoritaire (effet négatif), l'aide au développement (effet positif), siéger au Conseil de sécurité des Nations unies (effet positif) et être en conflit (effet négatif)⁶. Au sujet des indicateurs représentant les intérêts politiques américains et russes, s'éloigner d'une unité de la politique étrangère des États-Unis fait diminuer la variable dépendante de 30,58 %⁷ et s'éloigner de la politique de la Russie a une fois de plus un effet négatif, mais n'est plus significatif. Ce changement apparaît refléter le fait que depuis les années 2000, la politique étrangère du Kremlin s'est éloignée de celle de la Maison-Blanche au lieu de s'en être rapprochée comme durant la période post-guerre froide. En outre, notre

⁶ Ces effets étant tous statistiquement significatifs avec une valeur de p qui est au minimum inférieure à 0,05.

⁷ Effet significatif au seuil de 1 %.

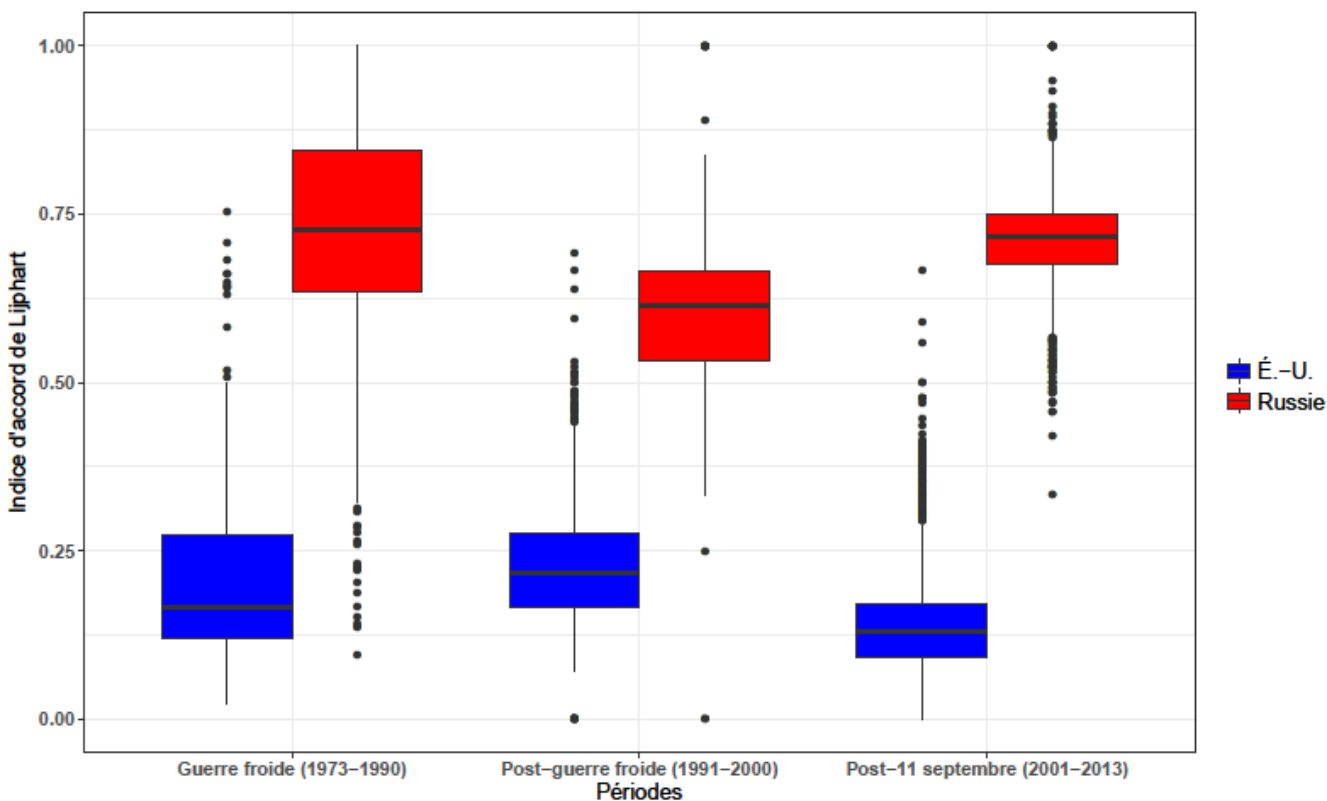
modèle indique que plus un récipiendaire commerce avec les États-Unis, moins le montant des prêts qu'il reçoit est élevé. Cependant, il faut mentionner que cette corrélation n'est significative qu'à un seuil de 10 %. Finalement, plus le montant d'assistance militaire américaine reçu est important, plus le montant des prêts reçus de la Banque l'est aussi. Cette corrélation étant également significative à 10 % seulement, mais considérant l'impact du 11 septembre sur l'aide bilatérale américaine, les intérêts de sécurité des États-Unis semblent aussi avoir été servis par la Banque mondiale entre 2001 et 2013.

L'Affinité politique des récipiendaires

Nous venons de voir que plus un récipiendaire s'éloignait de la politique extérieure de Washington, moins le montant des prêts reçus de la Banque mondiale était élevé. Également, nous avons vu que s'éloigner des politiques de la Russie, a uniquement augmenté le montant des prêts reçus durant la guerre froide. En revanche, nous ne

savons pas encore si les récipiendaires des prêts de la Banque ont plus d'affinité politique avec les États-Unis qu'avec la Russie. Pour le savoir, nous avons construit des boîtes à moustache qui montrent séparément la dispersion de l'indice d'accord de Lijphart (Lijphart's index of agreement) entre les récipiendaires des prêts de la Banque et les États-Unis et la Russie. L'indice de Lijphart est obtenu à l'aide des votes à l'Assemblée générale des Nations unies et permet de mesurer l'accord entre deux États; un score de 1 démontrant un accord parfait et à l'inverse, un score de 0 démontrant un désaccord parfait. Selon nos résultats (Figure 1), les récipiendaires des prêts de la Banque ont toujours été, en moyenne, plus près de la Russie que des États-Unis. Ce résultat implique donc que les prêts de la Banque seraient utilisés pour acheter et récompenser des appuis ou des abstentions aux Nations unies pour quelques résolutions seulement et non pas pour l'ensemble des résolutions votées au cours d'une session.

Figure 1 : Dispersion de l'indice d'accord de Lijphart entre les récipiendaires des prêts de la Banque et les États-Unis et la Russie



L'indice équivaut à 1 si l'État est toujours d'accord avec l'autre et 0 s'il vote toujours dans l'autre sens. Si l'État vote oui et l'autre s'abstient, le vote est codé 0,5.

Conclusion

Nous savons maintenant que les récipiendaires des prêts de la Banque mondiale qui ont appuyé les États-Unis ont toujours reçu des prêts plus élevés, mais qu'en moyenne ils eurent davantage d'affinité politique avec la Russie. Les prêts de la Banque mondiale serviraient donc à acheter et récompenser des États pour quelques votes seulement, lors des sessions de l'Assemblée générale des Nations unies. Pour finir, bien que la Banque mondiale ait laissé moins de place aux considérations politiques dans l'allocation de ses prêts depuis la fin de la guerre froide, les attentats du 11 septembre 2001 ont eu un certain impact sur cette institution puisque les récipiendaires qui ont reçu plus d'assistance militaire des États-Unis ont également reçu plus d'assistance de sa part entre 2001 et 2013.

Références

- BAILEY, M. A., S TREZHNEV, A. et VOETEN, E. (2015). Estimating dynamic state preferences from United Nations voting data. *Journal of Conflict Resolution*, DOI: 0022002715595700.
- DREHER, A. et STURM, J.-E. (2012). Do the IMF and the World Bank influence voting in the UN General Assembly? *Public Choice*, 151 (1-2):363–397.
- DRISCOLL, J.C. et KRAAY, A.C. (1998). Consistent covariance matrix estimation with spatially dependent panel data. *The Review of Economics and Statistics*, 80 (4):549–560.
- ELDAR, O. (2008). Vote trading in international institutions. *European Journal of International Law*, 19 (1), 3-41.
- FLECK, R. K. et KILBY, C. (2006). World Bank independence: A model and statistical analysis of U.S. influence. *Review of Development Economics*, 10 (2):224–240.
- LANCASTER, C. (2007). *Foreign aid: diplomacy, development, domestic politics*. The University of Chicago Press, Chicago and London.
- MORRISON, K. M. (2011). As the World Bank turns: Determinants of IDA lending in the cold war and after. *Business and Politics*, 13 (2):1–27.
- TARNOFF, C. et LAWSON, M. L. (2016). *Foreign aid: An introduction to U.S. programs and policy*. LIBRARY OF CONGRESS WASHINGTON DC CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE.